



# Lycées en Éducation prioritaire : la mobilisation, encore et toujours !

En cette rentrée de janvier, la mobilisation reste forte, notamment en Région parisienne et particulièrement dans les Bouches-du-Rhône où plus d'un tiers des établissements ont été complètement bloqués la première semaine. Lors de la journée de grèves du 10 janvier, tous les établissements du département étaient dans l'action et 14 sur 15 étaient fortement perturbés.

Les précédentes journées de mobilisation ont déjà permis d'arracher des concessions au ministère, mais les revendications des personnels ne sont toujours pas entendues :

- le classement immédiat en Éducation prioritaire des lycées anciennement classés,
- l'établissement d'une liste élargie sur des critères sociaux transparents et partagés,
- une diminution réglementaire drastique des effectifs par classe par l'attribution de moyens à la hauteur des difficultés des élèves issu-es des classes populaires.

C'est pourquoi, la promesse de 450 postes et l'extension des clauses de sauvegarde sont largement insuffisantes : aucun dispositif ne garantit durablement ces moyens, la liste des établissements ex-ZEP est devenue une simple liste des établissements "les plus fragiles" et rien ne précise les conditions d'attribution des postes.

Pour la CGT Éduc'action, il est temps que ce gouvernement cesse ces manœuvres dilatoires et accède aux revendications légitimes des personnels. On ne peut, comme le fait la ministre, clamer son attachement à l'Éducation prioritaire sans prendre ses responsabilités : le classement immédiat des ex-lycée ZEP et l'ouverture rapide de négociations sur une nouvelle carte de l'Éducation prioritaire reposant sur des critères transparents dans le cadre d'un dispositif ambitieux.

**Les établissements mobilisés se sont fixés une nouvelle date de grève le jeudi 19 janvier.**

La CGT Éduc'action, à leur côté, appelle donc à la grève les personnels des lycées relevant ou devant relever de l'Éducation prioritaire le jeudi 19 janvier.

Elle les appelle également à se réunir et à décider collectivement des suites à donner à cette nouvelle journée de mobilisation.

*Montreuil, le 12 janvier 2017*